

Botswana

Le Botswana « pays des Tswanas » du nom de l'ethnie principale, en forme longue la république du Botswana, en tswana Lefatshe la Botswana, est un pays d'Afrique australe sans accès à la mer, entouré de l'Afrique du Sud au sud et sud-est, de la Namibie à l'ouest, de la Zambie au nord et du Zimbabwe au nord-est. Les habitants s'appellent Botswanais. Sa capitale est Gaborone.

L'administration du protectorat du Bechuanaland proclamé en a siégé hors du territoire jusqu'en 1965, d'abord à Vryburg jusqu'en 1895 puis à Mafekeng, tous deux au **Cap (Afrique du Sud)**. L'emplacement de la capitale était symptomatique du caractère temporaire du Protectorat car initialement il devait faire partie du territoire britannique étendu au nord-est et plus tard, après sa formation en 1910, être incorporé dans l'Union du Sud. Afrique. En 1890, la *British South Africa Company* (BSAC) de Cecil John Rhodes envahit le territoire des Ndebele dans le Matabeleland pour établir le noyau de ce qui allait devenir la *Rhodésie* du Sud et Rhodes commença à faire pression pour l'incorporation du Protectorat dans le nouveau territoire de la BSAC. Les chefs tswana ont demandé à la reine Victoria d'empêcher la BSAC de prendre le contrôle du protectorat et, avec le soutien de la London Missionary Society et d'autres groupes libéraux, ils ont pu rallier l'opinion publique britannique à leurs côtés et les choses ont été laissées telles quelles. Cependant, les chefs ont dû accepter la construction d'un chemin de fer par la BSAC à travers leur territoire pour relier la Rhodésie du Sud à la colonie du Cap.

L'administration coloniale du Protectorat, telle qu'elle était, se concentrait sur la collecte des impôts et le maintien de l'ordre et très peu d'autre chose ; jusque dans les années 1930, le poste de dépenses le plus important concernait les forces de police. Le Haut Commissaire a ainsi défini la situation : " *Nous n'avons aucun intérêt dans le pays au nord du Moloape [le protectorat du Bechuanaland], sauf comme route vers l'intérieur; on pourrait donc se borner pour le moment à empêcher que cette partie du protectorat ne soit occupée soit par des flibustiers, soit par des puissances étrangères faisant le moins possible d'administration ou d'établissement*".

Cela a eu pour effet de laisser la gouvernance effective du territoire aux chefs des différentes chefferies . Non seulement l'administration était rudimentaire, mais aucun investissement n'a été réalisé sur le territoire et la fourniture de services tels que l'éducation et les soins de santé a été laissée aux mains des missionnaires. Les écoles primaires missionnaires (il n'y avait pas d'écoles secondaires jusqu'en 1949) à partir des années 1920 étaient financées par le Native Fund, créé à partir des impôts que les Batswana s'imposaient à eux-mêmes, et les chefs pouvaient obtenir un certain contrôle sur eux et forcer les missionnaires adopter des programmes plus orientés vers la pratique; dans la période qui a suivi, le Native Fund a été utilisé pour construire des écoles primaires supplémentaires. Cependant, peu de terres ont été aliénées pour la colonisation blanche.

Jusque là il n'y avait ni télégraphe ni téléphone dans le Bechuanaland.

Au début des années 1890, la baisse des revenus due à la disparition du commerce de la chasse était compensée par la capacité des gens à gagner leur vie en **travaillant sur la route et le télégraphe pionniers rhodésiens** et surtout en vendant de la nourriture aux personnes qui y passaient.

La construction de la ligne de chemin de fer, qui traversa le Bechuanaland en 1896, facilita cet essor commercial . En plus de faciliter la communication et le transport, les lignes télégraphiques et ferroviaires ont créé d'importantes opportunités d'emploi pour les hommes batswanais. La main-d'œuvre masculine a été recrutée dans la région des fermes de Barolong jusqu'à Phalapye .

En 1896, l'économie basée sur le bétail des Tswanas a subi un revers massif lorsque l'épidémie de peste bovine a anéanti environ neuf bovins sur dix, conduisant également à l'interdiction des exportations de bétail par les colonies voisines juste au moment où l'arrivée du chemin de fer avait fait des exportations massives. faisable, et cela a été suivi par une série de sécheresses et de chutes du prix du bœuf qui ont miné l'agriculture en tant que source d'exportations commerciales. La production céréalière du territoire a chuté et dans les années 1920 et 1930, les céréales ont dû être importées. Les revenus de la vente de nourriture aux voyageurs sur la route pionnière ont disparu avec l'ouverture de la voie ferrée Mafeking-Bulawayo.

Dans les années 1880 et 1890, les Tswana se sont de plus en plus habitués à l'achat de biens de consommation et ont donc été entraînés dans l'économie commerciale. Au milieu de la baisse des revenus, une taxe sur les huttes a été imposée par les autorités coloniales en 1899, ce qui a exercé une pression supplémentaire sur les Tswana pour gagner de l'argent, forçant ainsi beaucoup à devenir des travailleurs migrants dans les mines en Afrique du Sud et dans les années 1930, le Bechuanaland n'était guère plus que une réserve de main-d'œuvre bon marché pour l'industrie sud-africaine. La perception de la taxe sur les huttes a été confiée aux chefs et ceux-ci ont reçu une commission de 10 % pour l'exécution de cette tâche, leur fournissant un revenu supplémentaire pour administrer leurs chefferies. Le système de travail migrant a dépouillé la campagne de la main-d'œuvre masculine pour l'agriculture, ce qui a eu un impact sur la production, même s'il a approfondi les liens de dépendance du peuple et de l'économie du protectorat vis-à-vis de l'Afrique du Sud ; près de la moitié des hommes entre 15 et 54 ans travaillaient en dehors du protectorat. L'entrée du protectorat dans l'union douanière avec l'Afrique du Sud, le Lesotho et le Swaziland a consolidé la subordination de son économie et sa dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

La formation de l'Union sud-africaine en 1910 posa aux chefs tswana de nouvelles difficultés. Bien qu'ils aient réussi à faire en sorte que le protectorat n'y soit pas incorporé dès le début, la loi sud-africaine de 1909 adoptée par le Parlement britannique prévoyait la possibilité que le Bechuanaland (avec le Basotholand et le Swaziland) puisse être absorbé par l'Union à un moment indéfini. point dans le futur . Cet événement, les chefs étaient impatients d'éviter, en particulier lorsque, dans les années 1930, le gouvernement sud-africain a commencé à systématiser la discrimination raciale et l'exploitation économique des personnes de couleur dans l'Union tout en faisant pression pour l'incorporation du Protectorat.

En 1920, des conseils racialement séparés sans pouvoirs législatifs ont été créés pour représenter les intérêts des résidents permanents auprès des autorités coloniales, un Conseil consultatif européen et un Conseil consultatif autochtone (plus tard africain). Le Conseil européen a été élu au suffrage universel des adultes. Le Conseil consultatif africain était composé de sept fonctionnaires coloniaux, les chefs des chefferies tswana et leurs délégués et quelques représentants des Africains vivant en dehors des huit chefferies tswana (Proctor 1968, 60). Le fait que les deux conseils aient eu une audience inégale devant le gouvernement est illustré par la Proclamation de 1923 sur les ventes à crédit aux indigènes qui prétendait séparer équitablement les intérêts économiques des Blancs et des Africains, mais a en fait été utilisé pour réprimer les initiatives commerciales des peuples autochtones lors de la dépression économique qui a suivi la Première Guerre mondiale. L'anomalie de la situation est indiquée par le fait qu'il n'y avait que 1700 Blancs en 1921 pour environ 150 000 Africains. Dans les années 1930, le système d'administration par les policiers a été remanié et des fonctionnaires, même s'ils n'étaient pas de haut calibre, ont été dépêchés pour aider .

Néanmoins, pour la plupart, les Britanniques ont poursuivi leur tradition de négligence parcimonieuse et il a été laissé au chef Tswana d'initier et de conduire le développement d'infrastructures et d'améliorations telles que des forages et le développement de nouveaux pâturages, mais ceux-ci étaient considérés comme le propriété privée du promoteur, conduisant à la privatisation des actifs communaux et à la réduction des occupants des terres à des ouvriers ou des locataires. Le processus de dépossession et de réduction des pauvres à des relations de dépendance a été accéléré par la terrible sécheresse de 1930. Quelques tentatives bien intentionnées de l'administration pour lancer des projets miniers et agricoles en 1934, mais cela a nécessité la subordination des chefs à de nouvelles structures administratives. Ces efforts ont été retardés par des contestations judiciaires par les chefs, qui craignaient qu'elles ne conduisent à un contrôle plus strict sur eux par le gouvernement, à l'aliénation des terres et à un afflux de colons blancs, et ont été abandonnées avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Autrefois, le protectorat britannique était appelé Bechuanaland. Le Botswana adopta son nom après son indépendance à l'intérieur du Commonwealth le 30 septembre 1966.

Il n'y a pas beaucoup de traces et documents qui raconte l'évolution du téléphone au Botswana.

La BTC a été créée en 1980 pour fournir, développer, exploiter et gérer les services de télécommunications nationaux et internationaux du Botswana.

En 1996, un amendement de la loi BTC a abrogé le monopole de BTC et introduit une concurrence indirecte par le biais de deux consortiums de coentreprises cellulaires, Mascom Wireless et Vista Communications (aujourd'hui Orange). La loi a en outre établi une autorité de régulation et libéralisé le marché en mettant particulièrement l'accent sur l'équipement des locaux des clients et les services à valeur ajoutée, dont beaucoup sont désormais en pleine concurrence avec la BTC.

BTC a deux bureaux régionaux, quatre bureaux de district et un certain nombre de centres de service à la clientèle pour répondre à la prestation de services à l'échelle nationale. Il publie également l'annuaire téléphonique du Botswana et fournit des services d'assistance-annuaire dans tout le pays. La BTC est dirigée par un conseil d'administration, nommé conformément à la loi sur la BTC, soutenu par un comité de direction exécutif

En 2011 la majeure partie du Botswana est reliée par des centraux téléphoniques numériques automatiques, avec des téléphones publics même dans les endroits les plus reculés.

Le code d'accès international au Botswana est 00. Lorsque vous appelez l'international vers le Botswana, composez le +267.

La couverture de téléphonie cellulaire est fournie par Mascom, Orange et beMobile.

Les cartes SIM mobiles sont disponibles dans la plupart des supermarchés et des stations-service.

Toutes les grandes villes du Botswana sont couvertes par le réseau, ainsi que des portions de l'autoroute nationale.

Les réseaux mobiles du Botswana offrent divers services à leurs abonnés, notamment l'accès Internet, le fax et l'itinérance internationale.

Il est toujours important de demander conseil sur les services réseau afin de choisir celui qui fonctionnera pour vous.

Nombre de lignes 3,1 millions , 129^e au monde.

La télédensité fixe a diminué ces dernières années et se situe désormais à **environ 7 téléphones pour 100 personnes**.

La télédensité mobile-cellulaire pousse désormais **140 téléphones pour 100 personnes**.

Les appels internationaux sont passés par satellite, en utilisant la numérotation directe internationale ; 2 bourses internationales ; des liaisons relais radio micro-ondes numériques vers la Namibie, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud ; station terrienne satellite - 1 Intelsat (Océan Indien).